

Intervention de Miguel Díaz Canel, à la réunion de l'assemblée générale des Nations Unies pour célébrer et promouvoir la journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires.



Monsieur le président,  
Monsieur le secrétaire général,  
Distingués chefs de délégations,  
Déléguées et délégués,

Lorsqu'on a demandé au génie de la Physique Albert Einstein, avec quelles armes une hypothétique troisième guerre mondiale aurait lieu, il a répondu qu'il savait que la quatrième se ferait avec des bâtons et des pierres.

Malheureusement, il n'a pas vécu pour voir que ses appels à arrêter la course aux armements avec la technologie nucléaire seraient inefficaces et que la production de ces armes augmenterait au point d'ôter toute possibilité de survie si une infime partie de ces armes était utilisée.

C'est la raison pour laquelle nous considérons comme un devoir incontournable de nous associer à la commémoration tous les 26 septembre de la journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires, qui contribue à l'objectif des Nations Unies de préserver la paix et la sécurité internationales.

Nous sommes fiers qu'une telle réalisation se fonde sur une initiative lancée par le mouvement des pays non alignés et que la communauté internationale a approuvée.

Pour Cuba, cet appel annuel représente en outre un juste hommage à la mémoire du leader historique de la révolution cubaine, Fidel Castro Ruz, qui était un combattant infatigable en faveur du désarmement nucléaire, sujet auquel il a consacré de nombreuses réflexions et toute son énergie.

Cuba appuie l'intervention de la République sœur Bolivarienne du Venezuela, au nom du mouvement des pays non alignés.

À 73 ans des bombardements atomiques contre Hiroshima et Nagasaki, l'humanité continue d'être menacée par l'existence d'environ 14 400 armes nucléaires, dont 3 750 sont déployées et près de 2 750 000 sont maintenues en état d'alerte opérationnelle.

Cuba rejette les politiques de sécurité et les doctrines militaires fondées sur la dissuasion nucléaire. Nous faisons nôtres, les paroles de Fidel Castro lorsqu'en 1979 il a affirmé, je cite : " [Le bruit des armes, du langage menaçant, de l'arrogance sur la scène internationale doit cesser. Il suffit déjà de l'illusion que les problèmes du monde peuvent être résolus par des armes nucléaires. Les bombes pourront tuer les affamés, les malades, les ignorants, mais ils ne peuvent pas tuer la faim, les maladies, l'ignorance](#)".

Monsieur le président,

Il est heureux pour l'Amérique latine et les Caraïbes d'avoir été la première zone densément peuplée dans le monde, déclarée zone exempte d'armes nucléaires, par le biais du traité de Tlatelolco en 1967. Cette volonté de nos pays

a été ratifiée dans la "Proclamation de L'Amérique latine et les Caraïbes comme zone de Paix", document signé par les chefs d'état et de gouvernement de la région, à l'occasion du deuxième sommet de la communauté des états d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), tenue à la Havane, en janvier 2014.

Cuba demeure fermement attachée au renforcement et à la consolidation du multilatéralisme et des traités internationaux en matière de désarmement, en particulier dans le but de parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires. Comme preuve de cette volonté, le 31 janvier 2018, notre pays est devenu le cinquième état à ratifier le traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

L'objectif est que ce traité, qui interdit l'utilisation, l'existence et le développement des armes nucléaires et réaffirme que celles-ci sont inhumaines, immorales, et éthiquement indéfendables, soit mis en œuvre et complété par des mesures efficaces conduisant à l'élimination totale de l'arme nucléaire, des arsenaux, de manière efficace, transparente et irréversible.

L'utilisation de l'énergie et de la technologie nucléaires a contribué au développement socioéconomique de nos nations. C'est pourquoi nous réaffirmons le droit à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire sans discrimination.

Nous rejetons la décision du gouvernement des États-Unis de se retirer du plan d'action global conjoint (PAIC) ou de l'accord nucléaire avec l'Iran. Le non-respect de ces engagements internationaux porte atteinte aux règles de coexistence entre les États et entraînera de graves conséquences pour la stabilité et la sécurité au Moyen-Orient.

Monsieur le président,

Pour terminer, je veux partager avec vous un extrait du discours du premier secrétaire de notre parti, le général d'armée Raúl Castro Ruz, lors du sommet Rio + 20 : "[Laissons les justifications et les égoïsmes et cherchons des solutions. Cette fois-ci, tous, absolument tous, nous en paierons les conséquences \(...\)](#)

cessez la dépossession, cessez la guerre, avançons vers le désarmement et détruisons les arsenaux nucléaires."

Merci beaucoup.

